



Assemblée générale

Distr. générale
22 septembre 2017
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session

Point 14 de l'ordre du jour

**Application et suivi intégrés et coordonnés
des textes issus des grandes conférences et réunions
au sommet organisées par les Nations Unies
dans les domaines économique et social
et dans les domaines connexes**

Lettre datée du 15 septembre 2017, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration des dirigeants du Brésil, de la Fédération de Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud (des pays du groupe BRICS) au neuvième Sommet du groupe BRICS (voir annexe I), ainsi que la déclaration du Président de la concertation entre pays émergents et pays en développement (voir annexe II), qui se sont tenus à Xiamen (Chine), les 4 et 5 septembre 2017.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 14 de l'ordre du jour.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire,
Représentant permanent de la République populaire
de Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) **Liu Jiey**



**Annexe I à la lettre datée du 15 septembre 2017, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Français
[Original : chinois et anglais]

**Déclaration adoptée à Xiamen par les dirigeants du Brésil,
de la Fédération de Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique
du Sud lors du neuvième Sommet du groupe BRICS tenu
à Xiamen (Chine) le 4 septembre 2017**

1. Nous, dirigeants de la République fédérative du Brésil, de la Fédération de Russie, de la République de l'Inde, de la République populaire de Chine et de la République sud-africaine, nous sommes réunis au neuvième Sommet du groupe BRICS, tenu à Xiamen (Chine), le 4 septembre 2017. Dans le cadre de ce sommet, qui avait pour thème le renforcement du partenariat pour un avenir meilleur, nous avons eu à cœur de faire fond sur les acquis du passé pour promouvoir le développement du groupe BRICS selon une vision commune. Nous avons par ailleurs débattu de questions internationales et régionales qui nous concernent tous et adopté la présente déclaration de Xiamen par consensus.

2. Nous réaffirmons notre détermination à poursuivre la réalisation de l'objectif primordial qui nous a réunis il y a 10 ans : œuvrer pour la paix, la sécurité, le développement et la coopération. Depuis lors, les pays du groupe BRICS ont opéré ensemble des avancées remarquables en matière de développement, selon des voies adaptées à leur situation respective, en assurant leur croissance économique et en améliorant les sources de revenus de leur population. Nos actions conjointes et notre détermination ont donné un nouvel élan à la dynamique de coopération multidimensionnelle enclenchée sur plusieurs niveaux par les précédents sommets. En soutenant le développement et le multilatéralisme, nous œuvrons ensemble pour un ordre politique et économique international plus juste, équitable, légitime, démocratique et représentatif.

3. Depuis 2006, la coopération entre les pays du groupe BRICS repose sur le respect, l'entente, l'égalité, la solidarité, l'ouverture, l'inclusion et la réciprocité, autant d'atouts inépuisables et précieux qui en font la force. Nous avons respecté les modes de développement pour lesquels chacun de nous a opté, en ayant conscience des intérêts de chacun d'entre nous et en les défendant. Nous avons prôné l'égalité et la solidarité. Nous avons encouragé l'ouverture et l'absence d'exclusive pour mettre en place une économie mondiale ouverte. Nous avons renforcé notre coopération avec les pays émergents et les pays en développement. Nous avons travaillé ensemble pour obtenir des résultats qui servent les intérêts et favorisent le développement de tous en renforçant constamment notre coopération sur le plan pratique pour en faire bénéficier la communauté mondiale.

4. Nous sommes satisfaits des nombreux résultats de notre collaboration, qui a notamment permis la création de la Nouvelle Banque de développement et la constitution d'une réserve de prévoyance, la formulation de la Stratégie de partenariat économique entre les pays du groupe BRICS, le renforcement de la coopération politique et en matière de sécurité, notamment par le biais de réunions de hauts représentants du groupe BRICS pour les questions de sécurité et de réunions des ministres des affaires étrangères, et l'approfondissement des liens d'amitié traditionnels entre nos peuples.

5. Rappelant les sommets que nous avons tenus à Oufa et Goa, nous comptons continuer d'œuvrer ensemble au renforcement du partenariat stratégique des pays du groupe BRICS pour améliorer les conditions de vie de nos populations. Nous nous engageons à faire fond sans faiblir sur les textes et le consensus issus de nos précédents sommets pour que cette deuxième décennie de coopération et de solidarité soit un succès.

6. Convaincus de l'ampleur de nos perspectives de développement et de la multiplicité des possibilités de coopération, nous avons pleinement confiance en l'avenir des pays du groupe BRICS. Résolus à renforcer notre coopération,

- Nous entendons donner un nouvel élan aux aspects pratiques de notre coopération pour stimuler le développement de nos économies. Nous comptons notamment nous employer à accroître les échanges de bonnes pratiques et de données d'expérience en matière de développement et à faciliter les interactions entre les marchés, ainsi que l'intégration des infrastructures et des outils financiers pour parvenir à un développement interdépendant. Nous nous proposons par ailleurs d'instaurer de vastes partenariats avec les pays émergents et les pays en développement et, dans cette optique, de mettre en œuvre des pratiques souples sur un pied d'égalité et des initiatives en faveur de la concertation et de la coopération avec des pays n'appartenant pas au groupe BRICS, notamment dans le cadre de la coopération entre les pays du groupe BRICS élargi (BRICS Plus).
- Nous nous proposons de perfectionner la communication et la coordination en améliorant la gouvernance économique mondiale pour favoriser l'instauration d'un ordre économique international plus juste et équitable. Nous comptons mieux faire entendre la voix des pays du groupe BRICS, ainsi que des pays émergents et des pays en développement, les faire mieux représenter dans la gouvernance économique mondiale et promouvoir une mondialisation économique ouverte, sans exclusive et équilibrée, qui contribue au développement des pays émergents et des pays en développement, donne une forte impulsion pour corriger les déséquilibres de développement Nord-Sud et favorise la croissance mondiale.
- Nous comptons privilégier l'équité et la justice afin de préserver la paix et la stabilité régionales et internationales. Nous demeurons déterminés à défendre un ordre international juste et équitable fondé sur le rôle central de l'Organisation des Nations Unies, les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et le respect du droit international, à promouvoir la démocratie et la primauté du droit dans les relations internationales, et à mener des actions conjointes pour relever les défis, traditionnels ou non, en matière de sécurité, afin de bâtir un avenir commun meilleur pour la communauté mondiale.
- Nous entendons accepter pleinement la diversité culturelle et promouvoir les échanges entre les peuples en développant les liens d'amitié qui les unissent pour que la coopération entre les pays du groupe BRICS bénéficie d'un soutien accru de la population. Nous entendons développer les échanges entre les peuples dans toutes leurs dimensions, encourager toutes les couches de la société à participer à la coopération entre les pays du groupe BRICS, faciliter l'échange de savoirs entre nos cultures et civilisations, renforcer la communication et l'entente entre nos peuples et approfondir leurs liens traditionnels d'amitié, de façon à sensibiliser davantage nos peuples à l'importance du partenariat au sein du groupe.

Aspects pratiques de la coopération économique entre les pays du groupe BRICS

7. Alors que la croissance économique mondiale redémarre, que la résilience s'accroît et que de nouveaux acteurs émergent, nous notons que les pays du groupe BRICS continuent de jouer un rôle important en tant que moteurs de la croissance mondiale. Conscients de la persistance d'incertitudes et de risques de ralentissement, nous insistons sur la nécessité de rester vigilants en nous préservant des politiques et tendances de repli qui limitent les perspectives de croissance mondiale et érodent la confiance des marchés. Nous engageons tous les pays à adapter et faire connaître leurs politiques macroéconomiques et structurelles et à mieux coordonner leurs orientations.

8. Nous faisons observer que les aspects pratiques de la coopération économique ont toujours joué un rôle primordial dans la coopération au sein du groupe BRICS, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie de partenariat économique entre les pays du groupe BRICS et des initiatives portant sur les domaines auxquels elle donne la priorité tels le commerce et les investissements, les industries de transformation et le traitement des minéraux, la connectivité des infrastructures, l'intégration financière, les sciences, les techniques et l'innovation, ainsi que la coopération dans le domaine des technologies de l'information et des communications (TIC). Nous accueillons avec satisfaction le premier rapport sur la mise en œuvre de la Stratégie de partenariat économique entre les pays du groupe BRICS, ainsi que le large éventail de résultats communiqués lors des réunions ministérielles sectorielles. Nous nous engageons à utiliser tous les moyens d'intervention disponibles – fiscaux, monétaires et structurels — et à adopter des stratégies de développement novatrices pour améliorer la résilience et les capacités de nos économies, afin d'alimenter une croissance mondiale forte, durable, équilibrée et sans exclusive.

9. Conscients que la pleine réalisation du potentiel des pays du groupe BRICS passe par un accroissement de la coopération en matière de commerce et d'investissement, nous convenons d'améliorer le mécanisme de coopération dans ce domaine et d'en élargir le rayon d'action, afin de renforcer la complémentarité et la diversification de nos économies. Nous nous félicitons des résultats de la septième réunion des ministres du commerce des pays du groupe BRICS qui a permis d'adopter des cadres de coopération, plans d'action et orientations générales en matière de facilitation du commerce et des investissements et de connectivité, d'améliorer la mise en commun des stratégies et de l'information et de promouvoir le renforcement des capacités, en développant les actions communes visant à faciliter le commerce et les investissements, ainsi qu'à promouvoir le commerce des services et le commerce électronique, la défense des droits de propriété intellectuelle (en synergie avec les activités de coopération entre les autorités des pays du groupe BRICS chargées de la propriété intellectuelle), la coopération économique et technique, à soutenir les PME et à favoriser l'émancipation économique des femmes. Nous accueillons avec satisfaction la mise en place du réseau électronique portuaire qui réunit les pays du groupe BRICS sur une base volontaire et la création d'un groupe de travail sur le commerce électronique. Nous sommes heureux que la Chine ait décidé d'organiser une exposition internationale d'import-export en 2018 et engageons nos entreprises à y prendre activement part.

10. Nous soulignons qu'il importe de renforcer la coopération financière entre les pays du groupe BRICS afin de mieux la mettre au service de l'économie réelle et de mieux répondre aux besoins de ces pays en matière de développement. Nous prenons note de l'accord conclu entre les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales pour promouvoir la coopération dans le cadre de partenariats

public-privé, notamment en échangeant des données d'expérience à ce sujet et en mettant en œuvre les bonnes pratiques des pays du groupe BRICS en la matière. Nous prenons acte de la constitution d'une équipe provisoire chargée d'examiner les aspects techniques des différents modes de coopération, notamment les moyens d'utiliser les dispositifs déjà mis en place par les banques multilatérales de développement en tirant parti des données d'expérience nationales et en étudiant la possibilité de constituer un nouveau fonds pour la préparation de projets entre secteurs public et privé, ainsi que d'autres options. Nous engageons les responsables de nos pays chargés de l'élaboration des normes comptables et de la réglementation des audits à collaborer et à se concerter, et convenons d'étudier les possibilités de convergence des normes comptables et de poursuivre le débat sur la coopération en matière de contrôle des audits dans le domaine des émissions obligataires, de façon à jeter les bases d'une connectivité des marchés obligataires entre les pays du groupe BRICS, compte dûment tenu de la législation et des politiques nationales en vigueur. Nous convenons de promouvoir le développement des marchés obligataires des pays du groupe BRICS en monnaie locale et de créer conjointement un fonds obligataire en monnaie locale pour pérenniser les financements de ces pays, de façon à stimuler la croissance des marchés obligataires nationaux et régionaux, notamment en y associant davantage le secteur privé étranger et en améliorant la résilience financière des pays du groupe.

11. Pour mieux répondre à la demande résultant de la croissance rapide des échanges et de l'investissement entre les pays du groupe BRICS, nous convenons de faciliter l'intégration des marchés financiers en développant le réseau d'institutions financières et la couverture des services financiers dans les pays du groupe, sous réserve du cadre réglementaire existant dans chaque pays et de leurs obligations envers l'OMC, et d'améliorer la communication et la coopération entre les organismes chargés de la réglementation du secteur financier. Nous convenons de participer activement aux actions visant à mettre en œuvre et améliorer les Normes internationales du GAFI sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et de la prolifération — notamment dans le cadre de la coopération entre les chefs de délégation du groupe BRICS chargés de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, et en menant des activités, entre autres au sein du groupe de travail des pays du groupe chargé de la lutte contre le terrorisme — et à préserver l'intégrité des systèmes financiers nationaux. Nous convenons de travailler en contact étroit pour améliorer notre collaboration monétaire, compte tenu du mandat juridique de chaque banque centrale — notamment par l'échange de monnaies, le règlement en monnaie locale et l'investissement direct en monnaie locale, le cas échéant —, et étudier d'autres possibilités de coopération dans ce domaine. Nous engageons le mécanisme de coopération interbanque du groupe BRICS à continuer de soutenir activement la coopération économique et commerciale au sein du groupe. Nous saluons les progrès accomplis avec la conclusion d'un mémorandum d'accord entre les banques nationales de développement des pays du groupe sur l'ouverture d'une ligne de crédit interbancaire en monnaie locale et sur la coopération interbancaire en matière d'étude de solvabilité.

12. Nous appelons l'attention sur le rôle moteur primordial de l'innovation pour la croissance économique à moyen et à long terme et pour le développement durable de la planète. Nous nous engageons à promouvoir la coopération dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation pour créer des synergies qui fassent profiter nos cinq pays de la nouvelle dynamique de croissance et à continuer de chercher des solutions pour surmonter nos problèmes en matière de développement. Nous accueillons avec satisfaction les projets de recherche et développement conduits par des pays du groupe qui ont été sélectionnés dans le

cadre du programme-cadre du groupe pour la science, la technologie et l'innovation et prenons note du lancement d'un deuxième appel à projets. Nous accueillons avec satisfaction la conclusion d'un mémorandum d'accord sur la coopération entre les pays du groupe BRICS dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation et nous engageons à appuyer le renforcement de la coopération en matière d'innovation et d'entrepreneuriat, notamment en encourageant le transfert et la mise en œuvre de technologies, la coopération entre les parcs scientifiques et technologiques et les entreprises, ainsi que la mobilité des chercheurs, des entrepreneurs, des cadres et des étudiants. Nous engageons les universitaires, les entreprises, la société civile et les autres parties prenantes à participer à ce processus et appuyons les activités visant à promouvoir l'investissement dans la science, la technologie et l'innovation, ainsi que l'investissement transfrontière par le biais des fonds, institutions et dispositifs existants, notamment de la Nouvelle Banque de développement. Nous convenons de continuer de travailler à la mise au point d'un cadre de coopération au service de l'innovation et de l'entrepreneuriat et sommes favorables à la mise en œuvre du plan d'action du groupe BRICS pour la coopération en matière d'innovation pour 2017-2020.

13. Nous réaffirmons notre attachement à promouvoir la coopération industrielle entre les pays du groupe — notamment en ce qui concerne les politiques et capacités industrielles, ainsi que les nouvelles infrastructures et normes industrielles —, de même que parmi les microentreprises et petites et moyennes entreprises afin de saisir ensemble les opportunités qu'offre la nouvelle révolution industrielle et d'accélérer nos processus respectifs d'industrialisation. Nous engageons les pays du groupe BRICS à étudier les moyens de créer l'Institut des réseaux du futur. Nous nous proposons d'améliorer ensemble la recherche, le développement et l'innovation dans le domaine des TIC, notamment en ce qui concerne l'Internet des objets, l'informatique en nuage, les mégadonnées, l'analyse des données, la nanotechnologie, l'intelligence artificielle et la 5G et leurs applications novatrices pour relever le niveau de l'infrastructure des TIC et la connectivité dans nos pays. Nous comptons encourager l'adoption de règles propres à assurer la sécurité de l'infrastructure des TIC et de l'Internet et à protéger les données, qui soient applicables au niveau international et auxquelles toutes les parties concernées puissent largement adhérer, et bâtir ensemble un réseau sûr et sécurisé. Nous nous proposons d'investir davantage dans les TIC, en particulier dans la recherche et le développement, et d'encourager l'innovation aux fins de la production de biens et services. Nous entendons encourager la recherche et la facilitation de partenariats entre instituts, organismes et entreprises aux fins de la réalisation de tests de validation et de la mise en œuvre de projets pilotes tirant parti de la complémentarité des atouts matériels, logiciels et humains des TIC pour mettre au point la prochaine génération de solutions novatrices : villes intelligentes, soins de santé, dispositifs économes en énergie, etc. Nous appelons à participer activement à la mise en œuvre du programme et du plan d'action du groupe BRICS visant à développer les TIC.

14. Nous réitérons notre détermination à appliquer pleinement le programme de développement durable à l'horizon 2030. Nous sommes résolus à œuvrer en faveur d'un développement équitable, ouvert, total, fondé sur l'innovation et sans exclusive, pour réaliser les trois dimensions du développement durable — économique, sociale et environnementale — de façon équilibrée et intégrée. Nous sommes favorables au rôle important que joue l'Organisation des Nations Unies, notamment le Forum politique de haut niveau sur le développement durable, dans l'examen et le contrôle de la mise en œuvre du Programme 2030 à l'échelle mondiale et sommes partisans d'une réforme du système des Nations Unies pour le développement qui lui permettrait d'être mieux à même d'aider les

États Membres à mettre en œuvre le Programme 2030. Nous engageons vivement les pays développés à pleinement honorer en temps voulu les engagements qu'ils ont contractés en matière d'aide publique au développement et à mettre davantage de moyens de développement à la disposition des pays en développement.

15. Conscients de l'importance stratégique de l'énergie pour le développement économique, nous nous engageons à renforcer la coopération entre pays du groupe BRICS dans le domaine de l'énergie. Nous savons que le développement durable, l'accès à l'énergie et la sécurité énergétique sont indispensables pour assurer une prospérité partagée et l'avenir de notre planète. Nous reconnaissons que l'énergie propre et renouvelable doit être à la portée de la bourse de tous. Nous comptons nous employer à mettre en place des marchés ouverts, souples et transparents pour les combustibles et les technologies énergétiques. Nous entendons nous employer ensemble à maximiser l'efficacité des combustibles fossiles et à accroître la part du gaz, de l'hydroélectricité et de l'énergie nucléaire, de façon à contribuer à l'émergence d'une société à faibles émissions de carbone, à améliorer l'accès à l'énergie et à instaurer un développement durable. À cet égard, nous soulignons qu'il importe de disposer d'un accès à la technologie et d'un financement prévisibles pour développer les capacités énergétiques nucléaires civiles qui contribueraient au développement durable dans les pays du groupe BRICS. Nous appelons à poursuivre le débat sur la création d'un cadre de coopération du groupe pour la recherche sur l'énergie et demandons instamment aux entités compétentes de continuer à promouvoir les recherches conjointes sur la coopération en matière d'énergie et l'efficacité énergétique.

16. Nous nous engageons à promouvoir davantage le développement vert et une économie à faible émission de carbone, sans perdre de vue le développement durable et l'élimination de la pauvreté, à renforcer la coopération entre pays du groupe BRICS sur les changements climatiques et à développer le financement vert. Nous demandons à tous les pays d'appliquer pleinement l'Accord de Paris adopté conformément aux principes de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), notamment au principe des responsabilités communes, mais différenciées et des capacités respectives, et engageons vivement les pays développés à fournir aux pays en développement un appui financier et technologique et aux fins du renforcement de leurs capacités d'atténuation des effets des changements climatiques et d'adaptation à ces derniers.

17. Soulignant l'importance de la coopération dans le domaine de l'environnement pour le développement durable de nos pays et le bien-être de nos peuples, nous convenons de prendre des mesures concrètes pour que la coopération donne la priorité aux résultats dans des domaines tels que la prévention de la pollution de l'air et de l'eau, la gestion des déchets et la préservation de la biodiversité. Reconnaisant qu'il importe de disposer d'une base technologique respectueuse de l'environnement et d'améliorer la viabilité de l'environnement urbain, nous appuyons les efforts conjoints du groupe BRICS à cet égard. Le Brésil, la Russie, l'Inde et l'Afrique du Sud sont heureux que la Chine accueille la réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique en 2020 et l'assurent de son soutien à cette fin.

18. Notant les résultats fructueux de la coopération agricole ces dernières années, nous prenons acte des caractéristiques uniques et complémentaires des pays du groupe BRICS en matière de développement agricole et des vastes possibilités de coopération dans ce domaine. À cet égard, nous convenons d'approfondir la coopération dans les cinq domaines prioritaires que sont la sécurité alimentaire et la nutrition, l'adaptation de l'agriculture aux changements climatiques, les techniques et l'innovation agricoles, le commerce des produits agricoles et l'investissement, et

l'utilisation des TIC dans l'agriculture pour promouvoir une croissance agricole stable au niveau mondial et la réalisation des objectifs de développement durable. Nous nous félicitons de la création en Inde du Centre de Coordination des plateformes de recherche agricole des pays du groupe BRICS, un réseau virtuel qui facilitera les interventions dans ces domaines prioritaires.

19. Nous sommes préoccupés par les difficultés du continent africain à parvenir à un développement durable et indépendant et à conserver la faune sauvage. Nous réaffirmons notre engagement à coopérer davantage avec l'Afrique et à aider le continent à lutter contre le commerce illégal des espèces sauvages, ainsi qu'à promouvoir l'emploi, la sécurité alimentaire, le développement des infrastructures et l'industrialisation, notamment dans le cadre d'initiatives et de projets en faveur de la connectivité et du développement. Nous réitérons notre ferme appui à la mise en œuvre par l'Union africaine des divers programmes qu'elle mène dans le cadre d'Agenda 2063 pour permettre au continent d'atteindre ses objectifs de paix et de développement socioéconomique.

20. Parfaitement conscients des effets néfastes de la corruption sur le développement durable, nous soutenons les actions visant à renforcer la coopération des pays du groupe BRICS en matière de lutte contre la corruption. Nous réaffirmons notre volonté de multiplier les échanges, de mettre en commun davantage de données d'expérience et de contribuer à l'établissement d'un recueil sur la lutte contre la corruption dans les pays du groupe BRICS. Reconnaissant en outre que la circulation illicite du produit de la corruption nuit au développement économique et à la stabilité financière, nous sommes favorables à un renforcement de la coopération en matière de recouvrement d'avoirs. Nous soutenons le renforcement de la coopération internationale en matière de lutte contre la corruption, notamment par l'intermédiaire du Groupe de travail anticorruption du groupe BRICS, et en ce qui concerne les questions liées au recouvrement d'avoirs et aux personnes recherchées pour corruption. Nous reconnaissons que la corruption, notamment les fonds et les flux financiers illicites, ainsi que les biens mal acquis dissimulés à l'étranger, constitue un problème mondial qui peut avoir des conséquences néfastes sur la croissance économique et le développement durable. Nous entendons concerter notre action à cet égard et appelons la communauté internationale à se mobiliser davantage pour prévenir et combattre la corruption conformément à la Convention des Nations Unies contre la corruption et aux autres instruments juridiques internationaux pertinents.

21. Vivant à l'ère de l'économie numérique, nous sommes prêts à utiliser les possibilités que celle-ci offre et à relever les défis qu'elle pose pour la croissance mondiale. Notre action sera guidée par des principes fondés sur l'innovation, le partenariat, la synergie, la flexibilité, la création d'un climat favorable et ouvert aux entreprises, la confiance et la sécurité et la protection des droits des consommateurs pour mettre en place des conditions propices à la prospérité et au dynamisme de l'économie numérique, qui contribueront au développement économique mondial et dont tous pourront bénéficier.

22. Nous saluons l'action du Conseil des entreprises du groupe BRICS et de son Forum des entreprises ainsi que leur contribution au renforcement de notre coopération économique dans les domaines de l'infrastructure, de l'industrie de transformation, de l'énergie, de l'agriculture, des services financiers, du commerce électronique, de l'harmonisation des normes techniques et de la formation professionnelle. Nous nous félicitons de la création d'un groupe de travail sur l'aviation régionale dans le cadre du Conseil des entreprises et notons à cet égard la proposition du Brésil concernant la conclusion d'un mémorandum d'accord sur un partenariat pour l'aviation régionale. Nous encourageons les milieux d'affaires et

les associations à participer activement aux activités de coopération du groupe BRICS et à jouer pleinement leur rôle d'institutions facilitatrices du commerce et de l'investissement pour que la coopération profite à tous.

23. Nous reconnaissons l'importance de la transformation du marché du travail en cours, ainsi que des possibilités et des défis dont celle-ci s'accompagne. Nous notons avec satisfaction les progrès de la coopération au sein du groupe BRICS en ce qui concerne les ressources humaines, l'emploi et la sécurité sociale, la promotion de systèmes d'information robustes sur le marché du travail et l'établissement de réseaux entre les instituts de recherche du groupe sur le travail et le cadre de coopération du groupe en matière de sécurité sociale. Nous nous félicitons que le groupe soit parvenu à une position commune sur l'avenir de la gouvernance du travail et convenons de continuer de renforcer nos échanges et notre collaboration pour favoriser le plein emploi et le travail décent, et pour atténuer et réduire la pauvreté grâce à la formation professionnelle et à la mise en place de régimes de sécurité sociale universelle et durable.

24. Nous reconnaissons qu'il importe de protéger la concurrence pour promouvoir un réel développement économique et social dans nos pays, stimuler l'innovation et offrir des produits de qualité à nos consommateurs. Nous prenons note qu'il importe que les autorités de nos pays chargées de la concurrence collaborent, en particulier aux fins de la détection et de la répression des pratiques commerciales restrictives de nature transfrontière.

25. Nous notons avec satisfaction les progrès de la coopération des administrations des douanes en matière de facilitation du commerce, de sécurité, de répression, de renforcement des capacités et dans d'autres domaines présentant un intérêt commun, notamment dans le cadre de mécanismes tels que le comité du groupe BRICS pour la coopération douanière et le groupe de travail sur les douanes. Nous appelons à un élargissement de la coopération, fondé sur les principes de l'échange d'informations, de la reconnaissance mutuelle des contrôles douaniers et de l'entraide des services de détection et répression, afin de stimuler la croissance et d'améliorer les conditions de vie de la population. Pour renforcer la coopération en matière douanière, nous réaffirmons notre engagement à conclure au plus tôt un accord d'entraide en matière douanière au sein du groupe.

26. Nous souscrivons au principe de l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques et insistons sur la nécessité de renforcer la coopération internationale dans le cadre des activités spatiales afin de tirer parti des technologies spatiales pour faire face au changement climatique mondial, protéger l'environnement, prévenir les catastrophes, organiser les secours et relever d'autres défis auxquels l'humanité est confrontée.

27. Rappelant les déclarations faites à Saint-Petersbourg et Udaipur par les ministres chargés de la gestion des catastrophes dans les pays du groupe BRICS, ainsi que la décision du groupe de créer un groupe de travail conjoint sur la gestion des risques de catastrophe, nous soulignons qu'il importe que les services d'urgence des pays du groupe travaillent systématiquement en contact étroit pour bâtir un avenir plus sûr en réduisant les risques de catastrophe, notamment en échangeant des informations sur les meilleures pratiques en matière de gestion des risques de catastrophe et en collaborant dans le domaine de la prévision et de l'alerte rapide pour répondre efficacement aux catastrophes naturelles et anthropiques.

28. Nous notons avec satisfaction que la coopération des pays du groupe BRICS a progressé dans des domaines tels que l'audit, les statistiques et les crédits à l'exportation et convenons de poursuivre dans cette voie.

Gouvernance économique mondiale

29. Nous sommes résolus à promouvoir une structure de gouvernance économique mondiale qui soit plus efficace et rende mieux compte du paysage économique mondial actuel, en faisant davantage entendre la voix des pays émergents et des pays en développement et en les représentant mieux. Nous réaffirmons notre engagement à achever la quinzième révision générale des quotes-parts au FMI et, notamment, à arrêter une nouvelle formule de calcul des quotes-parts d'ici les réunions de printemps de 2019 et au plus tard d'ici l'Assemblée annuelle de 2019. Nous entendons continuer de préconiser un ajustement de la répartition des droits de vote au sein du Groupe de la Banque mondiale.

30. Nous soulignons qu'il importe de disposer d'un système financier robuste et ouvert pour promouvoir une croissance et un développement durables, et convenons de mieux tirer parti des flux de capitaux et gérer les risques liés à l'excès de flux de capitaux transfrontaliers ainsi qu'à leurs fluctuations. La constitution d'une réserve de prévoyance du groupe BRICS marque une étape importante dans la coopération financière et le développement du groupe, qui contribue également à la stabilité financière mondiale. Nous nous félicitons que la réserve de prévoyance se soit dotée d'un réseau d'échange d'informations macroéconomiques et qu'un accord ait été conclu en vue de renforcer la capacité de recherche de la réserve et de resserrer les liens de coopération entre le FMI et cette dernière.

31. Nous nous félicitons que la Nouvelle Banque de développement se soit dotée d'une première antenne en Afrique, le Centre régional pour l'Afrique en Afrique du Sud. Nous accueillons avec satisfaction la constitution du Fonds pour la préparation des projets et l'approbation d'une deuxième série de projets. Nous félicitons la Banque d'avoir débuté les travaux de construction de son siège permanent. Nous soulignons l'importance de la connectivité des infrastructures pour resserrer les liens économiques et les partenariats entre les pays. Nous engageons la Nouvelle Banque de développement à jouer pleinement son rôle et à renforcer la coopération avec les institutions multilatérales de développement, notamment avec la Banque mondiale et la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures ainsi qu'avec le Conseil des entreprises du groupe BRICS, pour créer des synergies aux fins de la mobilisation de ressources, faciliter la construction d'infrastructures et promouvoir le développement durable des pays du groupe.

32. Nous soulignons qu'il importe que l'économie mondiale soit ouverte et inclusive et qu'elle permette à tous les pays et les peuples de profiter des bienfaits de la mondialisation. Nous restons fermement attachés à un système commercial multilatéral réglementé, transparent, non discriminatoire, ouvert et sans exclusive tel que l'OMC. Nous réaffirmons notre détermination à assurer la pleine application et le strict respect des règles de l'OMC actuellement en vigueur et sommes déterminés à œuvrer ensemble pour renforcer encore cette organisation. Nous appelons à l'accélération de la mise en œuvre des textes issus des conférences ministérielles tenues à Bali et Nairobi et comptons que la Conférence ministérielle que l'OMC tiendra cette année en Argentine aura des résultats positifs. Nous entendons continuer de nous opposer fermement au protectionnisme. Nous réitérons notre engagement à geler et démanteler les mesures protectionnistes et appelons les autres pays à faire de même.

33. Appréciant le rôle que le G20 continue de jouer en tant que principale instance de coopération économique internationale, nous réitérons notre engagement à mettre en œuvre les textes issus des sommets du G20, notamment du Sommet de Hambourg et du Sommet de Hangzhou. Nous demandons au G20 de renforcer la coordination des politiques macro-économiques afin de réduire au minimum les retombées négatives et les chocs externes que subissent les pays émergents et les

pays en développement. Nous convenons de renforcer la coordination et la coopération pendant la présidence de l'Argentine en 2018 pour que les activités du G20 et les textes qui en sont issus reflètent les intérêts et les priorités des pays émergents et des pays en développement.

34. Nous réaffirmons notre volonté de mettre en place un système fiscal mondial juste et moderne et d'instaurer un climat fiscal international plus équitable, favorable à la croissance et rationnel, notamment en approfondissant la coopération en matière de lutte contre l'érosion de l'assiette fiscale et le transfert des profits, en encourageant l'échange de renseignements fiscaux et en améliorant le renforcement des capacités dans les pays en développement. Nous entendons renforcer la coopération fiscale entre pays du groupe BRICS pour que celui-ci contribue davantage à la définition des règles fiscales internationales et fournir, en tenant compte des priorités de chaque pays, une assistance technique efficace et durable à d'autres pays en développement.

Paix et sécurité internationales

35. Conscients des changements profonds que le monde traverse, ainsi que des défis et menaces auxquels la communauté internationale est confrontée, nous nous engageons à communiquer et à collaborer davantage au sein des instances internationales à propos des questions relatives à la paix et la sécurité internationales. Nous réaffirmons notre détermination à préserver la paix et la sécurité internationales et à respecter les normes fondamentales du droit international, ainsi que les buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies, notamment l'égalité souveraine des États et la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays.

36. Nous nous félicitons de la tenue, les 27 et 28 juillet 2017 à Beijing, de la septième réunion des hauts représentants du groupe BRICS pour les questions de sécurité, et que les débats menés à cette occasion aient permis d'approfondir notre vision commune de la gouvernance mondiale, de la lutte contre le terrorisme, de la sécurité en matière d'utilisation des TIC, de la sécurité énergétique, des principaux foyers de tension internationaux et régionaux, ainsi que de la sécurité nationale et du développement. Nous notons la proposition du Brésil tendant à constituer un Forum sur le renseignement au sein du groupe. Nous accueillons avec satisfaction le rapport que le Président a présenté sur les travaux de la réunion et invitons les prochains présidents à faire de même. Nous espérons renforcer notre coopération concrète en matière de sécurité dans les domaines susmentionnés.

37. Nous nous félicitons que la Chine ait pris l'initiative d'accueillir à Beijing, les 18 et 19 juin 2017, la réunion des ministres des affaires étrangères et des relations internationales du groupe BRICS. Les ministres ont échangé leurs vues sur les grandes questions de sécurité et les grandes questions politiques, économiques et financières mondiales présentant un intérêt commun, ainsi que sur le renforcement de la coopération au sein du groupe BRICS. Nous attendons avec intérêt la prochaine réunion des ministres des affaires étrangères qui se tiendra en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies. Nous sommes heureux que l'Afrique du Sud ait proposé d'accueillir la prochaine réunion des ministres des affaires étrangères en 2018.

38. Nous rappelons que le développement et la sécurité sont étroitement liés, se renforcent mutuellement et sont essentiels pour asseoir durablement la paix. Nous réaffirmons que l'instauration d'une paix durable exige l'adoption d'une approche globale, concertée et résolue, fondée sur la confiance mutuelle, l'intérêt commun, l'équité et la coopération, qui s'attaque aux causes des conflits, notamment à leurs dimensions politique, économique et sociale. Nous condamnons les interventions

militaires unilatérales, les sanctions économiques et l'usage arbitraire de mesures coercitives unilatérales en violation du droit international et des normes universellement reconnues en matière de relations internationales. Nous soulignons qu'aucun pays ne doit renforcer sa sécurité au détriment de celle des autres.

39. Nous réaffirmons notre attachement à l'ONU en tant qu'organisation multilatérale universelle chargée de maintenir la paix et la sécurité internationales, d'œuvrer pour le développement mondial et de promouvoir et protéger les droits de l'homme.

40. Rappelant le Document final du Sommet mondial de 2005, nous réaffirmons la nécessité d'opérer une réforme globale de l'ONU, notamment de son Conseil de sécurité, qui en améliore la représentativité, l'efficacité et l'efficience, et d'y représenter plus largement les pays en développement pour que l'Organisation puisse répondre de façon adéquate aux défis mondiaux. La Chine et la Russie réaffirment l'importance qu'elles attachent au statut et au rôle du Brésil, de l'Inde et de l'Afrique du Sud dans les affaires internationales, dont elles soutiennent l'aspiration à jouer un rôle plus important à l'ONU.

41. Nous réitérons que la seule solution propre à régler durablement la crise en Syrie passe par un processus politique sans exclusive dirigé par les Syriens et qui emporte leur adhésion, qui préserve la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Syrie, en application de la résolution [2254 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité des Nations Unies, et qui tienne compte des aspirations légitimes du peuple syrien. Nous appuyons fermement les pourparlers de paix de Genève et le processus d'Astana, et nous nous félicitons de la création des zones de désescalade en Syrie, qui ont contribué à réduire l'intensité des violences, à générer une dynamique positive et à mettre en place des conditions dans lesquelles les pourparlers de paix pourraient réellement progresser sous les auspices de l'ONU. Nous nous opposons à l'emploi d'armes chimiques par quiconque; à quelque fin et en quelque circonstance que ce soit.

42. Nous réaffirmons qu'il est urgent d'apporter une solution juste, durable et globale au conflit israélo-palestinien pour instaurer la paix et la stabilité au Moyen-Orient en se fondant sur les résolutions de l'Organisation des Nations Unies sur la question, les principes de Madrid, l'Initiative de paix arabe et les accords antérieurs conclus entre les parties dans le cadre de négociations afin de créer un État palestinien indépendant, viable et d'un seul tenant, vivant dans la paix et la sécurité côte à côte avec Israël. Résolus à prendre plus largement part à la recherche de cette solution, nous sommes prêts à contribuer davantage à un règlement juste et durable du conflit au Moyen-Orient et à soutenir les initiatives internationales visant à promouvoir la paix et la stabilité dans la région.

43. Nous félicitons le peuple et le Gouvernement irakiens d'avoir repris Mossoul et marqué des avancées dans la lutte contre le terrorisme et réaffirmons notre attachement à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique de l'Irak, ainsi que notre soutien au Gouvernement irakien et à son peuple. Préoccupés par la situation au Yémen, nous exhortons toutes les parties à cesser les hostilités et à reprendre les négociations sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies. Nous engageons également toutes les parties directement impliquées dans la crise diplomatique en cours dans la région du Golfe à surmonter leurs dissensions par le dialogue et saluons les efforts de médiation du Koweït à cet égard.

44. Nous déplorons vivement que la République populaire démocratique de Corée ait procédé à un essai nucléaire. Profondément préoccupés par la persistance de tensions et de problèmes nucléaires dans la péninsule coréenne, nous soulignons que

ceux-ci ne devraient être réglés que par des moyens pacifiques et par un dialogue direct entre toutes les parties concernées.

45. Nous appuyons fermement le Plan d'action global commun sur la question nucléaire iranienne et appelons toutes les parties concernées à s'acquitter pleinement de leurs obligations et à veiller à l'application pleine et effective du Plan d'action pour promouvoir la paix et la stabilité régionales et internationales.

46. Nous saluons les initiatives que les pays africains, l'Union africaine et les organisations sous-régionales ont mises en œuvre pour régler les problèmes régionaux et maintenir la paix et la sécurité régionales, et soulignons l'importance que revêt la collaboration entre l'ONU et l'Union africaine conformément à la Charte des Nations Unies. Nous soutenons les initiatives visant à parvenir à un règlement global des problèmes que connaissent la République démocratique du Congo, la Libye, le Soudan du Sud, la Somalie, la République centrafricaine et le Sahara occidental.

47. Nous condamnons fermement les attaques terroristes qui entraînent la mort de ressortissants afghans innocents. Il faut que les violences cessent immédiatement. Nous réaffirmons notre soutien aux initiatives du peuple afghan visant à ce que les Afghans dirigent et prennent eux-mêmes en main le processus de paix et de réconciliation nationale, aux initiatives internationales en cours, notamment dans le cadre des consultations sur l'Afghanistan selon la formule de Moscou et du Processus d'Istanbul « Au cœur de l'Asie », aux projets de connectivité multimodale visant à promouvoir la paix et la stabilité, et à la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogues, ainsi qu'aux efforts de reconstruction nationale de l'Afghanistan. Nous soutenons la lutte des Forces de défense et de sécurité nationales afghanes contre les organisations terroristes.

48. Nous sommes à cet égard préoccupés par les conditions de sécurité dans la région et par la violence causée par les Taliban, l'EIIL (Daech), Al-Qaida et les personnes et entités qui y sont associées, notamment le Mouvement islamique du Turkestan oriental, le Mouvement islamique d'Ouzbékistan, le réseau Haqqani, Lashkar-e-Tayyiba, Jaish-e-Mohammad, Tehrik-e-Taliban Pakistan et Hizb ut-Tahrir.

49. Nous déplorons toutes les attaques terroristes dans le monde, notamment celles perpétrées dans les pays du groupe BRICS, condamnons le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quels qu'en soient les auteurs et où qu'il intervienne et soulignons qu'aucun acte de terrorisme ne saurait être justifié. Nous réaffirmons que les personnes qui ont commis ou organisé des actes de terrorisme ou y ont apporté leur soutien doivent répondre de leurs actes. Rappelant le rôle primordial et la responsabilité des États dans la prévention et la lutte contre le terrorisme, nous insistons sur la nécessité de développer la coopération internationale, conformément aux principes du droit international, notamment celui de l'égalité souveraine des États et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures. Nous réaffirmons notre solidarité et notre détermination à lutter contre le terrorisme, nous félicitons de la tenue à Beijing, le 18 mai 2017, de la deuxième réunion du Groupe de travail du groupe BRICS sur la lutte contre le terrorisme et convenons de renforcer notre coopération.

50. Nous appelons tous les pays à adopter une approche globale de la lutte contre le terrorisme, en luttant aussi contre la radicalisation, le recrutement et les déplacements de terroristes, y compris de combattants terroristes étrangers, à bloquer les sources de financement du terrorisme, notamment celles issues de la criminalité organisée par le biais du blanchiment d'argent, de la fourniture d'armes, du trafic de drogues et d'autres activités criminelles, à démanteler les bases

terroristes, et à lutter contre l'utilisation frauduleuse de l'Internet, notamment des médias sociaux, par des organisations qui exploitent les dernières technologies de l'information et des communications à des fins terroristes. Nous sommes déterminés à prévenir et contrer la montée de la propagande terroriste, et à nous attaquer à toutes les sources, les techniques et les filières de financement du terrorisme. Nous appelons à la mise en œuvre rapide et effective des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et des normes internationales du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI) dans le monde entier. Nous nous proposons de collaborer plus étroitement avec le GAFI et les organismes régionaux de type GAFI. Nous rappelons qu'il incombe à tous les États de prévenir le financement de réseaux terroristes et d'actes terroristes à partir de leur territoire.

51. Nous appelons la communauté internationale à constituer une vaste coalition antiterroriste à l'échelle mondiale et à aider l'ONU à en assurer la coordination centrale. Nous soulignons que la lutte contre le terrorisme doit être menée dans le respect du droit international, notamment de la Charte des Nations Unies, du droit international des réfugiés, du droit humanitaire, des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Nous réaffirmons notre engagement à améliorer l'efficacité du dispositif de lutte contre le terrorisme de l'ONU, notamment en ce qui concerne la coopération et la coordination entre les entités compétentes des Nations Unies, l'identification des terroristes et des groupes terroristes et l'assistance technique aux États membres. Nous appelons l'Assemblée générale des Nations Unies à arrêter rapidement la version finale de la Convention générale sur le terrorisme international et à l'adopter.

52. Nous sommes conscients de l'importance de la contribution des pays du groupe BRICS aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies et de celle des opérations de maintien de la paix des Nations Unies à la paix et à la sécurité internationales. Il faut que les pays du groupe BRICS continuent d'améliorer leurs échanges d'information à propos des questions de maintien de la paix.

53. Nous réaffirmons notre détermination à lutter contre le problème mondial de la drogue sur la base des conventions des Nations Unies relatives au contrôle des drogues, en adoptant une approche intégrée, globale et équilibrée des stratégies de réduction de l'offre et de la demande de drogues. Nous soulignons l'importance du document final de la trentième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le problème mondial de la drogue et appelons à un renforcement de la coopération et de la coordination internationales et régionales pour lutter contre la menace mondiale que constituent la production illicite et le trafic de drogues, en particulier d'opiacés. Nous notons avec une profonde préoccupation le renforcement, dans certaines régions du monde, des liens existant entre trafic de drogues, blanchiment d'argent, criminalité organisée et terrorisme.

54. Nous réaffirmons que tous les pays doivent coopérer pour promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales compte tenu des principes d'égalité et de respect mutuel. Nous convenons de traiter tous les droits de l'homme, y compris le droit au développement, de manière équitable et équilibrée, sur un pied d'égalité et en leur accordant la même importance. Nous comptons travailler davantage ensemble sur des questions présentant un intérêt commun, tant au sein du groupe BRICS que dans les instances multilatérales, notamment au Conseil des droits de l'homme, en tenant compte de la nécessité de promouvoir, protéger et respecter les droits de l'homme d'une manière non sélective, non partisane et constructive, et sans appliquer deux poids, deux mesures.

55. Parfaitement conscients des défis mondiaux en matière de sécurité auxquels la communauté internationale est confrontée dans le domaine des migrations

internationales, nous soulignons l'importance croissante d'une réglementation migratoire efficace pour la sécurité internationale et le développement de la société.

56. Nous estimons que l'ONU a un rôle central à jouer dans l'élaboration de normes universellement acceptées propres à promouvoir un usage responsable des TIC par les États, qui permettraient de créer un climat pacifique et ouvert dans le secteur des TIC, d'y favoriser la coopération et d'en garantir la sécurité, la stabilité, la cohérence, l'accessibilité et l'équité. Nous soulignons l'importance capitale des principes du droit international énoncés dans la Charte des Nations Unies, en particulier de la souveraineté des États, de l'indépendance politique, de l'intégrité territoriale et de l'égalité souveraine des États, de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États, ainsi que du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Nous insistons sur la nécessité de renforcer la coopération internationale contre le terrorisme et contre l'utilisation des TIC à des fins criminelles, réaffirmons l'approche générale énoncée dans les déclarations d'eThekwiní, de Fortaleza, d'Oufa et de Goa à cet égard, et reconnaissons la nécessité de disposer d'un instrument international juridiquement contraignant qui régie la lutte contre l'utilisation des TIC à des fins criminelles sous les auspices de l'ONU, comme indiqué dans la Déclaration d'Oufa. Nous notons avec satisfaction les progrès accomplis par le groupe d'experts des pays du groupe BRICS sur la sécurité de l'utilisation des TIC. Nous décidons de promouvoir la coopération conformément au plan de coopération pratique du groupe BRICS visant à assurer la sécurité de l'utilisation des TIC ou à tout autre mécanisme concerté, et saluons la proposition de la Fédération de Russie tendant à l'adoption d'un accord de coopération intergouvernemental du groupe BRICS sur la sécurité de l'utilisation des TIC.

57. Nous estimons que tous les États devraient participer à parts égales à l'évolution et au fonctionnement de l'Internet et de sa gouvernance en prenant en compte la nécessaire participation des parties intéressées dans le cadre de l'exercice de leurs responsabilités et leurs rôles respectifs. Il faut que les structures qui gèrent et réglementent les ressources Internet critiques soient plus représentatives et inclusives. Nous notons avec satisfaction les progrès qu'a accomplis le groupe de travail du groupe BRICS sur la coopération en matière de TIC. Nous reconnaissons la nécessité de renforcer notre collaboration dans ce domaine. À cette fin, les pays du groupe BRICS continueront de travailler ensemble dans le cadre du mécanisme existant pour contribuer à une utilisation sûre, ouverte, pacifique et concertée des TIC fondée sur la participation de la communauté internationale, dans des conditions d'égalité, à sa gestion.

58. Nous réitérons que l'espace peut être librement exploré et utilisé par tous les États sur la base de l'égalité et conformément au droit international. Réaffirmant que l'espace doit demeurer exempt de tout type d'armes et qu'il ne doit en aucun cas y être recouru à la force, nous soulignons que la négociation d'un ou plusieurs accords internationaux visant à prévenir une course aux armements dans l'espace est une tâche prioritaire de la Conférence des Nations Unies sur le désarmement, et sommes favorables à ce que des travaux de fond soient entamés, notamment sur la base de la version actualisée du projet de traité soumis par la Chine et la Fédération de Russie sur la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux. Nous notons également qu'une initiative internationale vise à faire du non-déploiement en premier d'armes dans l'espace une obligation politique.

59. Il faudrait donner la priorité à la viabilité à long terme des activités spatiales, ainsi qu'aux moyens de préserver l'espace pour les générations futures. Nous notons que cet objectif occupe une place importante dans l'ordre du jour actuel du Comité

des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (COPUOS). À cet égard, nous nous félicitons que le Groupe de travail du Sous-Comité scientifique et technique du COPUOS sur la viabilité à long terme des activités spatiales ait pris une décision tendant à ce que les négociations s'achèvent et à ce qu'un consensus soit dégagé sur l'ensemble des directives concernant la viabilité à long terme des activités spatiales d'ici à 2018, pour le cinquantième anniversaire de la première Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (UNISPACE + 50).

Échanges entre les peuples

60. Nous insistons sur l'importance des échanges entre les peuples pour promouvoir le développement et favoriser l'entente, l'amitié et la coopération entre les peuples des pays du groupe BRICS. Nous convenons d'approfondir la coopération dans des domaines tels que la culture, l'éducation, la science et la technologie, les sports et la santé, ainsi qu'entre les organes de presse et les collectivités locales, pour renforcer le troisième pilier de la coopération du groupe et pour que le partenariat entre les pays du groupe trouve écho auprès de leurs peuples.

61. Nous estimons que la diversité culturelle est un atout précieux pour la coopération au sein du groupe BRICS. Soulignant le rôle de la culture et de la diversité culturelle dans la promotion du développement durable, nous encourageons les pays du groupe BRICS à avoir des échanges culturels et à apprendre les uns des autres pour cultiver des valeurs communes en se fondant sur la diversité et le partage. Nous nous félicitons que le groupe ait formulé un plan d'action pratique pour promouvoir la coopération culturelle et qu'il ait constitué une alliance des bibliothèques, une alliance des musées, une alliance des musées et galeries nationales d'art, ainsi qu'une alliance des théâtres pour enfants et adolescents. Nous espérons que le Festival culturel du groupe BRICS, qui doit se tenir à la mi-septembre 2017 à Xiamen, sera un succès. Nous poursuivrons nos travaux en vue de créer un Conseil culturel qui permettrait au groupe de disposer des moyens nécessaires pour renforcer la coopération culturelle entre les pays qui le composent.

62. Nous soulignons l'importance de l'éducation pour promouvoir un développement économique et social durable et renforcer le partenariat entre les pays du groupe BRICS, et nous félicitons des progrès de la coopération dans ce domaine. Nous réitérons notre soutien à la Ligue universitaire et au Réseau universitaire du groupe BRICS en matière de coopération pour l'éducation et la recherche, accueillons avec satisfaction les initiatives visant à promouvoir la coopération entre groupes de réflexion dans l'enseignement et les échanges entre les jeunes, notamment en organisant des centres de vacances pour jeunes pendant l'été et en proposant davantage de possibilités de bourses aux étudiants des pays du groupe BRICS. Nous convenons d'échanger nos données d'expérience et pratiques relatives à la réalisation des objectifs de développement durable liés à l'éducation.

63. Nous croyons en l'importance de la coopération dans le domaine des sports pour populariser les sports traditionnels et approfondir l'amitié entre les peuples des pays du groupe BRICS. Rappelant la bonne tenue du tournoi de football des moins de 17 ans organisé par le groupe à Goa en 2016, nous nous félicitons du succès des premiers jeux du groupe, qui ont marqué cette année un temps fort dans les échanges entre les peuples. Nous engageons les ministères concernés à signer un mémorandum d'accord pour relancer la coopération dans le domaine des sports dans nos cinq pays.

64. Nous convenons de renforcer le rôle du groupe BRICS dans la gouvernance mondiale en matière de santé, en particulier dans le cadre de l'Organisation mondiale de la santé et des organismes des Nations Unies, de promouvoir la mise au point de produits médicaux novateurs et de les rendre plus accessibles en améliorant les systèmes de santé et le financement de la santé pour développer la recherche-développement et l'accès à des médicaments, vaccins, diagnostics et autres technologies, services et produits médicaux abordables, de qualité, efficaces et sûrs. Nous convenons d'améliorer les capacités de surveillance et les services médicaux pour lutter contre les maladies infectieuses, notamment la maladie à virus Ebola, le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, ainsi que contre les maladies non transmissibles, et de favoriser un recours accru aux TIC pour relever le niveau de prestation des services de santé. Nous nous félicitons des résultats de la réunion des ministres de la santé du groupe BRICS et de la réunion de haut niveau sur la médecine traditionnelle, et saluons la création d'un mécanisme d'échanges et de coopération à long terme visant à promouvoir l'apprentissage croisé de médecines traditionnelles et leur transmission aux générations futures. Nous accueillons avec satisfaction la décision tendant à créer le réseau de recherche sur la tuberculose, qui sera présenté à la première Conférence ministérielle mondiale de l'OMS intitulée « mettre fin à la tuberculose à l'ère du développement durable : une réponse multisectorielle », qui doit se tenir à Moscou, les 16 et 17 novembre 2017. Nous nous félicitons de la tenue de cette réunion et de la première réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la tuberculose en 2018. Nous nous engageons à travailler davantage ensemble dans les instances internationales sur les questions relatives à la santé, y compris aux réunions du G20.

65. Nous réaffirmons notre volonté de promouvoir une vision à long terme et équilibrée du développement démographique et de poursuivre la coopération sur les questions relatives à la population conformément au programme de coopération du groupe BRICS pour les questions de population pour 2015-2020.

66. Notant avec satisfaction que les échanges et la coopération ont permis d'accomplir des progrès dans plusieurs domaines, notamment en ce qui concerne la gouvernance, la réalisation de films, les médias, les groupes de réflexion, les jeunes, les parlementaires, les collectivités locales et les syndicats, nous convenons de les développer davantage. Nous accueillons avec satisfaction la première production cinématographique conjointe des pays du groupe BRICS et saluons le succès du festival du film organisé par le groupe, ainsi que celui du forum des médias, du forum de la coopération des villes amies et des collectivités locales, du forum de la jeunesse, du forum des jeunes diplomates et du forum des jeunes scientifiques. Nous nous félicitons de la bonne tenue du forum des partis politiques, des groupes de réflexion et des organisations de la société civile des pays du groupe BRICS, ainsi que du séminaire sur la gouvernance, et comptons poursuivre ces initiatives positives dans l'avenir. À cet égard, nous notons la proposition de la Chine tendant à doter le groupe BRICS d'un fonds de recherche et d'échange.

67. Accueillant avec satisfaction les importants progrès accomplis dans le développement institutionnel du groupe BRICS, nous réaffirmons notre volonté de renforcer celui-ci pour que le groupe puisse mieux adapter ses activités de coopération en fonction de l'évolution de la situation. Nous félicitons la Chine d'avoir adopté des mesures pendant sa présidence pour renforcer le rôle que jouent les conseillers dans la coordination de la coopération des pays du groupe BRICS. Nous donnons pour instruction aux conseillers de poursuivre leurs discussions à propos du développement institutionnel du groupe BRICS.

68. Nous renouvelons notre ferme attachement au multilatéralisme et au rôle central de l'ONU dans les affaires internationales. Nous nous engageons à renforcer

la coordination et la coopération entre les pays du groupe BRICS dans les domaines présentant un intérêt commun, à l'ONU et dans d'autres institutions multilatérales, notamment lors des réunions régulières de nos représentants permanents à New York, Genève et Vienne, et à mieux faire entendre la voix des pays du groupe BRICS dans les instances internationales.

69. Poursuivant la stratégie de sensibilisation que le groupe a adoptée depuis le Sommet de Durban, nous comptons organiser une concertation entre pays émergents et pays en développement sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'instauration de vastes partenariats pour le développement autour du thème du « renforcement d'une coopération mutuellement bénéfique pour le développement commun », afin de promouvoir la coopération entre les pays du groupe BRICS élargi (BRICS Plus).

70. L'Afrique du Sud, le Brésil, la Russie et l'Inde saluent la façon dont la Chine a exercé la présidence du groupe en 2017 et expriment leur sincère gratitude au Gouvernement et au peuple de Chine d'avoir accueilli le neuvième Sommet du groupe BRICS à Xiamen.

71. La Chine, le Brésil, la Russie et l'Inde appuient sans réserve l'Afrique du Sud qui accueillera le dixième Sommet du groupe BRICS en 2018.

**Annexe II à la lettre datée du 15 septembre 2017, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Français
[Original : chinois et anglais]

**Déclaration du Président de la concertation entre pays
émergents et pays en développement**

Le 5 septembre 2017, les pays émergents et les pays en développement se sont concertés en marge du Sommet du groupe BRICS tenu à Xiamen, sous la présidence de Xi Jinping, Président de la République populaire de Chine, et en présence de Michel Temer, Président de la République fédérative du Brésil, de Vladimir Poutine, Président de la Fédération de Russie, de Narendra Modi, Premier Ministre de la République de l'Inde, Jacob Zuma, Président de la République sud-africaine, Abdel Fattah Al-Sisi, Président de la République arabe d'Égypte, Alpha Condé, Président de la République de Guinée, Enrique Peña Nieto, Président des États-Unis du Mexique, Emomali Rahmon, Président de la République du Tadjikistan, et Prayut Chan-o-cha, Premier Ministre du Royaume de Thaïlande.

Les dirigeants ont débattu en détail du thème du « renforcement d'une coopération mutuellement bénéfique pour le développement commun » et sont parvenus à un large consensus sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la mise en place de vastes partenariats pour le développement, dont les principaux points sont résumés ci-après :

Les dirigeants ont souligné que les pays émergents et les pays en développement s'étaient activement employés à rechercher des modes de développement adaptés à leurs situations nationales et qu'ils avaient obtenu des résultats remarquables au cours des dernières décennies. Ces dernières années en particulier, ces pays ont entretenu une dynamique de développement forte et constante, agissant comme d'importants moteurs de la croissance économique mondiale et contribuant largement au développement commun de tous les pays et à l'amélioration de la gouvernance mondiale.

Alors que l'économie mondiale connaît de profonds ajustements et transformations, pays émergents et pays en développement se trouvent face à la fois à des possibilités et à des défis. D'une part, la paix, le développement et la coopération gagnant-gagnant demeurent la tendance et l'économie mondiale a montré des signes de redressement timide. D'autre part, de graves problèmes subsistent, tels que la faiblesse des facteurs de croissance, les lacunes de la gouvernance mondiale et les déséquilibres du développement, tandis que l'on peut s'inquiéter de la montée du protectionnisme et d'un rejet croissant de la mondialisation. Pays émergents et pays en développement doivent se montrer plus solidaires et collaborer davantage pour sauvegarder leurs intérêts communs et créer un climat favorable au développement.

Les dirigeants ont salué les initiatives que les pays du groupe BRICS ont prises ces dernières années pour se concerter et collaborer avec d'autres pays émergents et en développement, dans un esprit d'ouverture, d'intégration et de coopération gagnant-gagnant. Ils ont accueilli avec satisfaction et soutenu la proposition de la Chine visant à promouvoir la coopération au sein du groupe BRICS élargi (BRICS Plus), ouvrant ainsi de vastes perspectives de coopération entre pays émergents et en développement, et contribuant à renforcer la coopération Sud-Sud et la coopération internationale pour le développement et à instaurer des

partenariats plus larges en faveur d'un développement équitable, ouvert, global et novateur.

Soulignant que le Programme de développement durable à l'horizon 2030 offrait un nouveau modèle de coopération internationale pour le développement, les dirigeants ont estimé que sa mise en œuvre intégrale aurait un impact immédiat et à long terme important sur la paix et le développement dans le monde et sur l'édification d'un avenir commun pour l'humanité. Les membres de la communauté internationale doivent vraiment traduire leurs engagements politiques en actions concrètes et s'engager ensemble sur la voie d'un développement novateur, concerté, vert, ouvert, commun et durable. Il est important que tous les pays assument la responsabilité première qui leur incombe en mettant en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et en l'intégrant dans leurs stratégies nationales de développement, de façon à stimuler les facteurs endogènes de développement, à promouvoir un développement concerté dans ses trois dimensions – économique, sociale et environnementale, et à créer des conditions favorables au développement national et à la coopération internationale pour le développement. Il faudrait s'attacher en priorité à éliminer la pauvreté, à promouvoir la croissance et à créer des emplois pour que chacun puisse bénéficier des avantages du développement. Il faut que les pays développés honorent pleinement les engagements qu'ils ont pris en matière d'aide publique au développement (APD) et appuient davantage les pays en développement.

Les pays émergents et les pays en développement doivent collaborer davantage, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud, mieux coordonner leurs politiques macroéconomiques, créer des synergies entre les stratégies de développement et intensifier leur coopération dans des domaines tels que la connectivité des infrastructures, l'industrialisation, les applications informatiques, l'urbanisation et la modernisation de l'agriculture, pour instaurer un développement commun et renforcer leur position en se montrant solidaires. Les dirigeants se sont félicités de l'initiative de la Chine et d'autres pays participant à la concertation visant à fournir un appui aux pays en développement par le biais du Fonds d'aide à la coopération Sud-Sud.

Le changement climatique constitue un défi commun auquel la communauté internationale doit faire face. Il est important de rester fidèles aux principes de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, notamment au principe de l'équité et des responsabilités communes, mais différenciées, et à celui des capacités respectives, en tenant compte du contexte national, et de mettre pleinement en œuvre l'Accord de Paris. Les pays développés devraient fournir une aide financière et technique plus importante aux pays en développement et contribuer davantage au renforcement de leurs capacités. La gouvernance économique mondiale devrait refléter l'évolution de la situation, mieux représenter les pays émergents et les pays en développement et leur donner plus de poids en se fondant sur les principes d'élargissement des consultations, de contribution conjointe et de partage des avantages. Tous les pays doivent s'engager à promouvoir une économie ouverte, à défendre le régime commercial multilatéral et ses principes fondamentaux, à s'opposer au protectionnisme et à travailler ensemble pour faire de la onzième Conférence ministérielle de l'OMC un succès et pour que la mondialisation économique soit plus ouverte et extensive et profite davantage à tous.

Il est important que tous les pays aident l'ONU à jouer un rôle central dans la coopération internationale pour le développement et à procéder à la nécessaire réforme de son système de développement. Cette réforme devrait être axée sur la promotion du développement, donner la priorité à l'élimination de la pauvreté, laisser l'initiative aux États Membres, prendre largement en compte les vues des

pays en développement et répondre à leurs préoccupations. Dans le même temps, elle devrait contribuer à améliorer l'efficacité et les capacités de l'ONU à coordonner la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, à renforcer la coordination et la complémentarité entre tous les organes du système des Nations Unies et à mobiliser davantage de ressources en faveur du développement.

Les dirigeants ont remercié la Chine d'avoir accueilli la concertation entre pays émergents et pays en développement alors qu'elle présidait le groupe BRICS et sont convenus de continuer de communiquer et de se concerter pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et promouvoir la coopération internationale en faveur du développement.
